

<https://www.ricochets.cc/Serie-d-actions-contre-Larfage-et-le-monde-ecocidaire-du-beton-L-auto-defense-s-e-propage-7223.html>



Série d'actions contre Larfage et le monde écocidaire du béton - L'auto-défense se propage



- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 27 décembre 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'industrie du béton est un des pilier important de la civilisation industrielle. L'expansion capitaliste et l'urbanisation des terres utilisent abondamment le béton pour imposer partout ses infrastructures et fabriquer de l'argent.

Du 9 au 12 décembre 2023, de nombreuses actions ont eu lieu en France et dans des pays voisins pour dénoncer le monde du béton et aussi parfois pour l'attaquer franchement.

Le Teil : au moins 200 militants écologistes se sont réunis contre Lafarge et le monde écocidaire du béton

► Vidéo de l'action :

Lecture

[Journées d'action contre Lafarge et le monde du béton - Le Teil \(07\) - 10 décembre 2023](https://vimeo.com/896589811) par [S.TéphanO-Â»<https://vimeo.com/stephano>]
<https://vimeo.com/896589811>

Dimanche 10 décembre : des ateliers et discussions ont eu lieu au Teil, berceau de l'entreprise écocidaire Lafarge. Puis une manifestation a marché jusqu'au bord de la carrière historique de Lafarge avec banderoles et fumigènes. Des drones de gendarmerie ont été apparemment déployés pour surveiller les écologistes et protéger abusivement Lafarge et ses activités écocidaires.

► Voici le CR founit par le comité local Drôme-Sud-Provence des Soulèvements de la Terre :



CR actions au Teil le 10 décembre 2023 Série d'actions contre Lafarge et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

CR des 4 jours contre le monde du béton

► Retrouvez la plupart des actions de ses journées contre le monde du béton sur le site

<https://journeescontrelebeton.noblogs.org/>

+ Un CR : [4 jours de tourbillon contre le Béton - Retour sur plus de 40 actions pour couler Lafarge et son monde dans le... - Bilan de fin.](#)

Lecture

[Retour sur 4 journées d'actions contre le Béton](https://www.youtube.com/watch?v=ayJdFFxjF74) par [Lundi Matin-Â»<https://www.youtube.com/@lundimatin3299>]
<https://www.youtube.com/watch?v=ayJdFFxjF74>

RETOUR SUR QUATRE JOURNÉES D'ACTIONS CONTRE LE BÉTON

Le rendez-vous lancé il y a quelques semaines par des dizaines d'organisations et luttes locales a donné lieu

à une déferlante inédite d'actions contre Lafarge et le monde du béton, en France mais aussi en Suisse et en Belgique. Un résumé, une synthèse, une vidéo.

De Toulouse à Bruxelles, de Corseul à Val-de-Reuil, en passant par Saint Barthélémy d'Anjou, Sainte-Cécile ou Héricourt, par grappes ou par groupes, des dizaines ou des milliers de personnes ont débarqué pile au milieu des centrales, sites et carrières dont les profits tiennent à la perpétuation du ravage environnemental. Chacun des points de la carte qui recense cette somme d'interventions témoigne de la créativité et la solidarité du front contre Lafarge et l'artificialisation des terres.

Au Forez à Strasbourg, Belfort, au Teil, à Paris ou en Anjou, ce sont des foules de tous âges qui se sont rassemblées face aux grilles, les ont bloqué par de grosses caillasses, des constructions de murs en terre-paille, ou sont montées "pimper" les silos. À Lyon a réussi à mobiliser de nouveau près de 2000 personnes, à s'introduire sur le site d'une future usine à bitume qui sera utilisée pour le chantier de l'autoroute et à le désarmer avant d'annoncer la naissance d'un collectif paysan contre les centrales à bitume !

À Val-de-Reuil dans l'Eure, foyer d'un autre combat contre un projet autoroutier, 150 pics mars et tritons crêtés en combis se sont introduits par surprise dans une centrale à béton Lafarge et l'ont mise à l'arrêt en 10 minutes grâce à quelques jets bien ajustés dans des tuyaux et conduits ou des chahutages de bureaux avant une opération de dispersion policière. Les manifestant.es ont trouvé refuge dans la forêt de Bord pendant que la police antiterroriste était dépêchée sur place dans une nouvelle opération de diabolisation des militants écologistes et quelques étalages mensongers du préfet local quant à une séquestration imaginaire.

Pendant ce temps, des dizaines d'autres, avec des masques d'animaux, ont ravalé la façade d'un site Lafarge en plein Paris et l'ont occupé en dansant pour un goûter d'anniversaire au 1 an du désarmement de la cimenterie de Bouc-Bel-Air, l'un des 50 sites les plus polluants du pays. À Genève, une grosse équipe s'est rendue chez Holcim et a aveuglé de rose les camions et bureaux en signant « Bye Bye ».

À Marseille, une bande organisée en bouée est même retournée pour cet anniversaire se baigner dans les carrières du site de Bouc-Bel-Air et dénoncer la manière dont il s'accapare l'eau.

Ailleurs, des luttes locales se sont emparées de cette campagne d'action : à Doulon (Nantes) une charpente construite depuis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a été amenée par des tracteurs sur des terres maraîchères menacées d'artificialisation. À Sainte-Cécile en Bourgogne, un marche funèbre est allée enterrer un projet d'extension de carrière.

En Nouvelle-Aquitaine, l'association contre l'ouverture des portails en Gironde (LA COP 33) a repeint et fermé les entrées de 4 sites #Lafarge, tandis que plusieurs rassemblements coordonnés portaient un « NON » catégorique au projet de « Ligne à Grande Vitesse » depuis les carrières et les centrales à béton qui serviraient à approvisionner le plus grand chantier du territoire et menacent actuellement la magnifique vallée du Ciron.

À Nantes toujours, lundi matin, plus de 150 personnes dont de nombreux-ses paysan-nes et 7 de leurs tracteurs se sont retrouvé-es pour bloquer le site Lafarge de Janvraie en organisant un match de Beach Volley. Le monde paysan local est particulièrement remonté contre Lafarge-Holcim puisque l'agrandissement des carrières de l'entreprise dévore le bocage et les terres fertiles du Sud-Loire. C'est à l'occasion de cette action que le ministère de l'Intérieur a voulu marquer le coup en faisant procéder à l'immobilisation de 3 tracteurs et à l'arrestation de 30 personnes qu'une fête devant le commissariat a aidé à sortir plus vite. 7 personnes sont toujours en garde-à-vue à l'heure où nous écrivons.

Parfois, comme en Bretagne, à Saint-Egrève, à Bouguenais, en Suisse...les centrales à béton ont été visitées

de nuit, repeintes et désarmées par des hérissons en boules, des lutins éco-terroristes, un commando pom-pote ou un gang des langues à l'aide de mousse expansive, de petits outils de circonstances ou de sable dans les réservoirs. On peut citer le communiqué de Corseul (22) : « Nous, Hérissons, nous sommes introduits dans la centrale et avons grignoté quelques câbles (...). Cet acte est avant tout un acte d'autodéfense contre un ennemi commun, Lafarge-Holcim ».

À Overisje, des véhicules ont été malicieusement mis à l'arrêt avec des ajouts de liquides dans les réservoirs, par des belges pas dupes du « Building progress for people and the planet », affiché sur un panneau par les avaleurs de terres du site Lafarge local en pleine montée de Greenwashing.

Alors que nous recevons encore des informations sur de nouvelles interventions anti-béton, nous pouvons d'ores et déjà dire que **cette initiative d'élans coordonnée pour arrêter le béton est un succès qui trouvera à se renouveler. Un an après que des personnes se soient introduites de manière retentissante sur la cimenterie marseillaise, puis que Lafarge et la police antiterroriste aient cherché à étouffer l'opposition en acte au monde du béton, le combat s'est de toute évidence démultiplié. Lors de ces mobilisations, de nombreux messages de soutien ont d'ailleurs été adressés aux personnes mises en cause par les enquêteurs.**

Face à l'artificialisation galopante des terres et à l'impact critique de ces industries dans le changement climatique, cibler les sites du béton et du bitume a pris ce week-end l'allure d'une épreuve sportive salutaire. Il paraît même que l'on parle de l'inscrire aux prochains Jeux Olympiques.

Nous ne nous trompons pas de cible !

Face à l'association de malfaiteurs que constituent Lafarge et le gouvernement, les arrêter ne relève pas du terrorisme, mais d'un acte de résistance qui se propage. Comme les occupant.es des usines Lafarge du Port de Gennevilliers y avaient appelé en juin 2021 : « Lafarge et ses complices n'entendent rien à la colère des générations qu'ils laissent sans avenir dans un monde ravagé par leurs méfaits. Leurs silos et malaxeurs sont des armes qui nous tuent. Ils ne cesseront pas sans qu'on les y force. Nous allons donc continuer à démanteler ces infrastructures du désastre nous mêmes. Nous appelons toutes celles et ceux qui se soulèvent pour la terre à occuper, bloquer et désarmer le béton »

Pour retrouver en image et vidéo l'ensemble des actions, un live s'est tenu sur différents médias et les actions ont été relayées sur les réseaux sociaux d'organisations et de groupes très divers : Attac, XR, Soulèvements de la Terre, Solidaires, Youth For Climate entre autres et par divers médias indépendants. Tous les compte-rendus détaillés sont disponibles site par site sur le site <http://xn--journescontrebeton-fzbl.com/>

▶ vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=ayJdFFxjF74>

« Mort au ciment, gloire au vivant » : une cimenterie envahie près de Rouen

▶ [« Mort au ciment, gloire au vivant » : une cimenterie envahie près de Rouen](#) - Un an après l'action contre la cimenterie Lafarge près de Marseille, environ soixante-dix activistes ont envahi le 10 décembre une centrale à béton près de Rouen. Objectif : « redécorer » les engins et bâtiments.

(...)

« L'échec des voies légales a fait qu'une partie des militants locaux pense désormais à adopter des actions plus directes », explique-t-il.

« On veut faire le lien entre les luttes des habitants au quotidien et la filière industrielle du béton », explique Falou, la

trentaine. Le militant s'agace des attermolements de l'État. Le ministre des Transports, Clément Beaune, a annoncé à plusieurs reprises l'arrêt de certains projets d'infrastructures routières. « Des effets d'annonce, juge-t-il. Si on n'arrive pas à imposer à l'État un moratoire sur les projets routiers, on l'imposera en empêchant concrètement le démarrage des chantiers. »

Après une heure de marche vers la centrale depuis un lieu tenu secret, tous ont revêtu le vêtement de rigueur : une combinaison blanche des chevilles à la tête, des masques, des lunettes sombres et des surchausses.

Comme de nombreux participants, Zoé et son compagnon, Nifer, la soixantaine, se risquent à ce mode d'action pour la première fois. « On est aussi là pour se former », explique le couple. **De l'occupation de ronds-points à l'intrusion dans une cimenterie, les deux retraités ont franchi le pas, « humiliés » par l'absence de réponse à leurs manifestations.**

(...)

Le site Lafarge d'Incarville s'ajoute à la carte nationale des actions décentralisées contre les cimenteries Lafarge. « On avait prévu qu'on ferait des journées d'actions, on l'a fait », explique Nono, 32 ans, qui réalise sa première intrusion sur un site industriel.

(...)

Le militant espère que ces dégradations mettront à l'arrêt la cimenterie pour au moins quelques jours. « Ça ne nous fait pas plaisir de faire ça, on préférerait passer notre dimanche à ramasser des champignons ! affirme le militant. Mais si on ne tape pas au portefeuille, ça ne change rien. On veut montrer qu'on peut rendre [les sites] inopérants. » La prochaine fois, il espère que ces actions mobiliseront « des milliers de personnes sur ces sites d'industriels immoraux et en roue libre ».

(...)

« Évidemment, malgré les calomnies d'autorités qui n'ont plus que le mensonge pour garder la face, personne n'a été "séquestré" durant cette action », répondent les militants dans un communiqué. Ils dénoncent le « petit numéro médiatique » du préfet et du directeur du site pour les « diaboliser ».

« Il semblerait que l'antiterrorisme se recycle comme inspecteur, ou voiture balai, de quelques bris de vitre, de quelques locaux administratifs chahutés, de quelques jets de mousse expansive bien ajustés dans des conduits et tuyaux bien choisis, et d'un ravalement de façade tout en couleur », relèvent-ils.

De Marseille à Corseul, une multitude d'actions contre le béton

► [De Marseille à Corseul, une multitude d'actions contre le béton](#)

Une série d'actions contre le béton se sont déroulées durant le weekend des 9 et 10 décembre dans toute la France. Coordinées par les Soulèvements de la terre, ces actions visaient à dénoncer de l'industrie du ciment qui, si elle était un pays, serait en quatrième voire en troisième position des plus émetteurs de CO₂.

La centrale à béton de Val de Reuil dans l'Eure a été envahie par soixante-dix personnes du collectif La forêt de Bord. Ils dénonçaient le bétonnage des terres pour construire le futur et contesté contournement de Rouen.

(...)



Série d'actions contre Larfage et le monde écocidaire du béton - L'auto-défense se propage

1 NANTES SAMEDI 9 DÉCEMBRE : DOULON CONTRE LE BÉTON

Dans le cadre des journées de mobilisation contre le béton, Nantes a répondu présente. Samedi 9 décembre, c'est à l'est de la ville, dans le quartier Doulon, que la lutte s'est organisée pour préserver 25 hectares de terres fertiles face à la bétonisation de la métropole Nantaise.

C'est sous une météo très capricieuse et sur des terres détrempées que le cortège est entré en action. Le dispositif policier était, comme toujours à Nantes, très important et oppressant. Les tracteurs ont été bloqués deux heures par les forces de l'ordre à l'entrée de la rue donnant sur le jardin des Gohards menacé de destruction, mais ils ont réussi à contourner le blocage par une petite ruelle !

Au bout de l'impasse, un tracteur a creusé un passage dans le talus, mis en place par la mairie pour empêcher l'accès au plateau des Gohards. La Zbeulinette, la remorque du fameux réseau de ravitaillement des luttes venue de la ZAD, accompagnait la musique en tête de convoi.

Arrivées sur le site, plusieurs centaines de personnes ont érigé une charpente dans la nuit, pendant que les braseros étaient alimentés avec le bois de la clôture installée par la ville de Nantes. Une cantine a ensuite servi un repas chaud.

Une tentative de pénétrer sur un site Lafarge a été empêchée par le dispositif de répression. Ce n'est que partie remise, la lutte continue contre la métropole et le béton.



Série d'actions contre Lafarge et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

Série d'actions contre Lafarge et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

¥ DANS LE TARN : CONTRE L'A69 ET LE BÉTON

Dans le cadre des « Journées contre le béton », le département du Tarn, dans le sud-ouest, s'est démarqué par son audace. Il faut dire que les réseaux actuellement en lutte contre le projet délirant et destructeur d'autoroute A69 sont nombreux et déterminés.

Ce samedi 9 décembre, 1800 manifestant-es ont collectivement envahi et désarmé le site d'une usine à bitume.

Après des prises de paroles, le cortège s'est élancé de la commune de Saint Germain. Une nuée de combinaisons blanches, rappelant à la fois la pollution chimique causée par ces usines et rendant hommage à l'action contre Lafarge de Bouc-bel-Air à Marseille est apparue.

Le cortège s'est élancé en direction d'une des futures usines à bitume du projet de l'autoroute A69 aux alentours de

Puylarens. Après avoir habilement déjoué le dispositif policier, le cortège a investi le chantier, est monté sur les tas de fraisats - des déchets de vieilles routes raclées, chargés de polluants - et a rappelé, avec des pancartes, les nombreuses substances cancérigènes qui se déversent dans nos corps et nos assiettes à cause du bitume.

À cette occasion, un algeco du chantier semble avoir disparu dans un feu de joie.

Aucune interpellation ni aucun blessé n'ont été rapportés, malgré un important dispositif policier qui a été pris de vitesse.



Série d'actions contre Lafarge et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

JOURNÉES CONTRE LE BÉTON : LES BUREAUX DE LAFARGE EN ILE DE FRANCE PRIS POUR CIBLE

Dans la nuit de vendredi à samedi, les locaux de la multinationale du béton Lafarge Holcim, en région parisienne, a été pris pour cible dans le cadre de nombreuses actions dans toute la France. Voici le communiqué des artistes qui ont réalisé l'action :

« Depuis la fusion avec Holcim le siège de Lafarge - Holcim est en Suisse, et Lafarge a quitté ses bureaux de Clamart pour aller se planquer dans un grand immeuble à Issy, partagé avec d'autres entreprises.

La présence des autres entreprises et l'impossibilité de toucher Lafarge sans faire de dommages collatéraux nous a conduit à mesurer nos gestes, et nous avons opté pour un affichage massif sur ses locaux pour informer plutôt que "punir". Nous avons donc, en 3 équipes d'une petite dizaine de personnes, abordé hier les deux entrées du bâtiment, ainsi qu'une de ses arrêtes les plus visible par le public, pour y déployer deux grands slogans affichés (une lettre par affiche), et plusieurs dizaines d'affiches expliquant les méfaits variés et répétés de cette entreprise prédatrice, espérant toucher aussi bien ses riverains et voisins que ses employé-es ».

La phrase : « d'ici, Lafarge bétonne le vivant » avec des coulures de sang a été apposée sur la façade.

« Les collages ont commencé à être nettoyés ce matin à 10h, nous espérons donc que tout ceci fasse du bruit au sein des employés de Lafarge et des entreprises voisines et que cela ait été vu, notamment depuis le RER qui passe en hauteur à côté du bâtiment. »



Série d'actions contre Lafarge et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

FÊTE DES LUMIÈRES : ACTION PIRATE CONTRE LE BÉTON À LYON

La fête des lumières, est un événement commercial grandiloquent aux alentours du 8 décembre dans la ville de Lyon, qui s'appuie sur la fête traditionnelle de l'immaculée conception, une coutume héritée du Moyen-Âge. La ville se pare alors de grandes illuminations qui font affluer des flots de touristes béats dans la métropole.

Ce jeudi, les Soulèvements de la Terre Lyon, ont annoncé l'apparition d'une oeuvre surprise sur les quais du Rhône. Une action pirate pour lancer la campagne d'actions contre Lafarge et le béton, qui se déroule du 9 au 12 décembre. Plus de 200 organisations, sections syndicales et comités des Soulèvements de la Terre, partiront à l'assaut de l'industrie du béton, extrêmement polluante, destructrice, liée au lobby de la construction, qui artificialise les sols, pille le sable, exploite les ressources et les travailleurs... Des messages lumineux ont été projetés sur le pont qui traverse le fleuve ainsi que les logos et noms de différentes organisations écologistes.

Au delà de la responsabilité de l'industrie du béton dans la catastrophe écologique en cours, le groupe Lafarge Holcim s'est illustré dans le financement de l'État Islamique en Syrie. L'entreprise a ainsi été condamnée par les États-Unis en octobre 2022 à 778 millions de dollars pour avoir soutenu Daesh. La firme du béton complice du terrorisme.

À Nantes, ce samedi 9 décembre, une journée de mobilisation contre l'artificialisation des terres des Gohards débutera dès 10h, rue Henri Loiret. Venez nombreux et nombreuses !



Série d'actions contre Lafarge et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

À ANGERS : BLOCAGE D'UNE USINE LAFARGE AVEC UN MUR EN TERRE

Contre Lafarge et l'industrie du béton, des dizaines d'actions ont lieu partout en France, et elles sont tellement nombreuses que nos équipes n'arrivent pas à toutes les relater. Près d'Angers dans le Maine-et-Loire, c'est un blocage éco-responsable qui a été organisé samedi 9 décembre !

Des écologistes en combinaison blanche ont construit un mur de terre et de paille devant l'entrée de l'usine Lafarge de Chemillé, avant de déplacer un bloc rocheux de 600 kilogramme pour bloquer le portail. Un chantier de BTP durable, en toute décontraction.

Pour rester dans la bonne humeur, la centrale à béton de Lafarge à Saint-Barthélémy-d'Anjou a, elle aussi, été encerclée par 80 personnes, avec au programme le déploiement de banderoles et un goûter avec des crêpes et des créations murales.

Des désarmements dans une ambiance conviviale qui tranche avec le désastre que constitue l'industrie du béton, qui est responsable de 8% des émissions de gaz à effet de serre et plus grand consommateur de sable au monde. Face à leur monde mortifère et gris, le Maine-et-Loire résiste de façon joyeuse et colorée.



Série d'actions contre Larfage et le monde écocidaire du béton - Auto-défense vitale

DÉSARMEMENT DE L'USINE LAFARGE DE VAL-DE-REUIL

► "Mort au ciment, gloire au vivant" -

La vague d'actions en cours contre Lafarge intervient un an, quasiment jour pour jour, après une action contre la firme du béton à Bouc-Bel-Air, près de Marseille. Un coup d'éclat qui avait inquiété le pouvoir par son audace et provoqué une énorme enquête, mobilisé des moyens anti-terroristes et conduit à un vaste coup de filet et des poursuites.

Il s'agit, en multipliant les actions, de démontrer que rien n'arrêtera la déferlante pour défendre les ressources et l'environnement face aux multinationales du désastre. Près de Rouen, c'est une nouvelle initiative intrépide qui a eu lieu dimanche 10 décembre.

Un groupe mystérieux d'une centaine de personnes vêtues de combinaisons blanches a surgit de la forêt normande de Bord, menacée par un projet d'autoroute, pour entrer sur le site du bétonneur Lafarge de Val-de-Reuil.

Sur place, des inscriptions ont fleuri pour rappeler à toutes et tous la vérité sur l'entreprise, les conséquences de l'exploitation qu'elle perpétue sur le territoire français et au-delà. De multiples banderoles ont été déployées, on pouvait lire sur le site « Moins de ciment, plus de vivant et de paysans ». Le journal Reporterre raconte la diversité des personnes présentes, des trentenaires comme des retraités, urbains ou ruraux, certains qui participaient pour la première fois à une telle action.

Des désarmements facétieux ont eu lieu sur le site. Les bureaux ont été déménagés, les tuyaux d'une toupie ont été remplis de mousse, des murs ont été recouverts de peinture. Rien de grave, comparé aux ravages commis par Lafarge sur l'environnement. Pourtant, les autorités et la presse ont créé un récit anxiogène autour de cette action. France 3 parle de « centaines de milliers d'euros de dégâts », d'un membre du personnel « séquestré »... Alors que l'envahissement n'a duré qu'une dizaine de minutes. Les combinaisons blanches se sont dispersées dans la nature en un instant, alors que la police arrivait, en tirant des grenades à bout portant.

Une patrouille de police a intercepté une partie du cortège à une intersection, mais celle-ci a réussi à s'échapper malgré les gaz. Les enquêteurs se sont rapidement rendus sur le site pour démarrer la procédure. La préfecture indique que des investigations sont en cours pour dégradation en réunion, « séquestration » du gardien du site avec « libération volontaire » et violence sur personne dépositaire de l'autorité publique sans incapacité totale de travail (

ITT). Des mots ronflants construits sur du vent pour justifier la répression.

Plus délirant encore, le parquet d'Évreux aurait été saisi avec la police judiciaire de Rouen et la sous-direction antiterroriste (SDAT). La même unité qui avait mené les arrestations suite au désarmement de l'année dernière près de Marseille. En France, en 2023, l'antiterrorisme est déployé contre des attaques aussi terribles que de la peinture et de la mousse expansive !

Un communiqué signé « les pics de mars et les tritons crêtés de la forêt de Bord » explique : « Derrière le petit numéro médiatique du préfet et du directeur du site pour diaboliser les militants, le site sera sans doute bientôt de nouveau en fonctionnement. Mais ce n'est que le début. Le béton, ne passera pas, ni en Normandie, ni ailleurs. Les forces sont là. Cette journée en appelle d'autres. Nous continuerons à leur mettre des bâtons dans les routes ».

"AGRO-TERRORISME" : LE LOBBY DES PESTICIDES SACRAGE LES BÂTIMENTS PUBLICS DEPUIS DEUX SEMAINES

Vous connaissez la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ? La FNSEA, c'est le grand lobby des agriculteurs de droite. Un « syndicat » de gros exploitants agricoles, qui milite notamment en faveur de l'agro-industrie, qui revendique l'usage intensif de pesticides et d'une agriculture toujours plus productiviste et destructrice. Ce lobby est un ennemi juré des petits paysans et des mouvements écologistes. Il est par ailleurs extrêmement violent et systématiquement impuni.

Devinez quoi ? Depuis deux semaines, la FNSEA saccage joyeusement des préfectures, centres des impôts, caillasse la police et brûle d'énormes barricades sur les autoroutes. Cette fois-ci, pas d'arrestations violentes, pas de peines de prison, pas de gaz lacrymogènes ni de tirs de LBD. Pas non plus de mains arrachées, pas de gros-titres dans les médias pour parler de « l'ultra-violence » des manifestants. Le gouvernement laisse faire, la police regarde, les médias ne dramatisent pas. Les dégâts se chiffrent pourtant en millions d'euros, bien plus que les manifestations contre les mégabassines qui ont fait des centaines de blessés, provoqué la tentative de dissolution des Soulèvements de la terre et l'usage du terme « éco-terroriste » par Darmanin.

Pourquoi manifestent-ils ? Pour une bonne cause ? Pas vraiment. Ces saccages visent à supprimer une taxe sur les pesticides et l'eau. En clair, les gros exploitants veulent continuer à polluer, empoisonner les sols et pomper plus de ressources en eau. Et cette fois-ci, le gouvernement Macron qui n'a pas écouté 3 millions de manifestants sur les retraites choisi le dialogue et les concessions. Il a même assuré le 5 décembre à la FNSEA qu'il renonçait à l'augmentation de la taxe contestée. Victoire totale pour les pollueurs.

Ce que nous apprend cette histoire ? Que l'agro-terrorisme est autorisé en France, et qu'il est possible de saccager des préfectures quand on défend l'usage des pesticides, mais qu'une simple manifestation peut vous envoyer derrière les barreaux si vous défendez l'environnement.

▶ vidéo : <https://fb.watch/oS-BmyvBtX/>

Ô BELGIQUE : DÉSARMEMENT D'UNE USINE LAFARGE

Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 décembre 2023, une cimenterie Lafarge située à Overijse en Belgique a été désarmée dans le cadre des journées d'action contre le béton.

Dans un communiqué de revendication, les anonymes qui ont mené cette action disent avoir « ciblé matériellement les infrastructures du site et les moyens de transport des matériaux » et avoir laissé « une variété de messages créatifs ».

Le communiqué précise : « nous n'avons même pas eu à rentrer par effraction. Les destructeurs sont tellement en sécurité qu'ils laissent leurs portes ouvertes » et explique que ce n'était qu'un « tour de chauffe. Nous appelons aux actions d'occupation, de blocage et de désarmement partout où les ordures participent activement à la destruction de ce qu'il reste à sauver ».

Sur ce site Lafarge se trouvait une banderole annonçant cyniquement : « Building progress for people and the planet ». Un greenwashing honteux alors que la filiale belge du groupe s'est récemment associée au pétrolier Total, entreprise écocidaire par excellence.

Cette action est réalisée en solidarité avec les personnes inculpées suite au désarmement de l'usine Lafarge à Bouc-Bel-Air près de Marseille il y a un an.

► Le communiqué complet :

<https://journescontrebeton.noblogs.org/compte-rendu-des-mobilisations-passees/overijse-belgique>

(posts de Contre Attaque)

SOULÈVEMENTS CONTRE LE BÉTON DE LAFARGE

Après une flopée de déclarations préfectorales outrancières suite à l'incursion surprise de 100 personnes dans la centrale à béton Lafarge de Val de Reuil dans l'Eure ce dimanche, dans le cadre des journées d'action contre le béton, voici le communiqué complet, accompagnée d'une vidéo sautillante et colorée :

<https://fb.watch/oUaC9w6yDK/>

Communiqué sur le site des soulèvements de la terre :

<https://journescontrebeton.noblogs.org/mobilisations-passees-en-cours-10-12/val-de-reuil-normandie/>

(post de CND)

voir aussi :

► [Pourquoi les agriculteurs ont-ils le droit de tout casser ?](#)

La scène est devenue courante, et elle est traitée par la presse locale comme une chorégraphie bien rodée : plusieurs tonnes de fumiers ont été versées, le 6 décembre dernier, devant les grilles du Conseil Régional à Rennes. A Quimper, Vannes et Saint-Brieuc des tracteurs ralentissaient la circulation, provoquant des embouteillages. A Cahors, dans le Lot, des pneus ont été brûlés le 16 novembre devant la Direction Départementale du Territoire avant que la centaine d'agriculteurs présents ne commencent à murer l'entrée principale. La Dépêche nous raconte qu'on assiste à un « face à face tendu avec les forces de l'ordre qui finissent par évacuer le portail d'entrée. Le mur est dressé au bout de plusieurs minutes devant l'entrée principale de la DDT. » Partout en France, les mêmes scènes se sont multipliées au cours des trois dernières semaines, accompagnées d'une opération « on marche sur la tête » qui a consisté à retourner les panneaux d'entrées d'agglomérations en zones rurales. En Charente-Maritime, un grand nombre de petits villages ont vu leurs panneaux d'entrée retournés et, des semaines plus tard, ils n'ont toujours pas été remis à l'endroit par des municipalités certainement soucieuses de témoigner leur solidarité avec les paysans.

Qu'en est-il du coût pour la collectivité de ces manifestations qui dégradent l'espace public, provoquent des heures de travail pour les services publics chargés de remettre en état portails de préfectures et hôtels de région transformés en réserve à purin ? Aucun article n'en parle, à l'opposé de la couverture médiatique ordinaire des manifestations où la moindre image de trottinette calcinée passe en boucle sur les chaînes d'info en continu.

(...)

Post-scriptum :

▶ voir aussi :

- [Revendication action de sabotage sur le site Vicat de Saint-Egrève du 03/12/23](#) - Dans la nuit du 3 au 4 décembre, dans le cadre des journées d'actions contre Lafarge et le monde du béton, nous avons décidé d'agir pour mettre un coup d'arrêt à la production de la cimenterie Vicat de Saint Egrève (Isère)
(Note : [Vicat a démenti les faits](#))